

LE VIÊT NAM
en 100 questions

DU MÊME AUTEUR

- Rouge sang*, avec les dessins de Roman Gigou, Paris, Éditions Riveneuve, 2023.
- Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple*, Paris, Ateliers Henri Dougier, 2021.
- Histoire du Viêt Nam de la colonisation à nos jours* (dir.), Paris, Éditions de la Sorbonne, 2019.
- Mers d'Asie du Sud-Est. Coopération, intégration et sécurité*, avec Nathalie Fau (dir.), Paris, CNRS éditions, 2018.
- Héros et révolution au Viêt Nam*, Paris, Les Indes savantes, 2013.
- Viêt Nam contemporain*, avec Stéphane Dovert (dir.), Paris, Les Indes savantes, 2009.
- Naissance d'un État-Parti. Le Viêt Nam depuis 1945*, avec Christopher Goscha (dir.), Paris, Les Indes savantes, 2004.

BENOÎT DE TRÉGLODÉ

LE VIÊT NAM
en 100 questions

Au carrefour d'une nouvelle Asie

TALLANDIER

Collection « en 100 questions »
créée par François-Guillaume Lorrain

Cartes : © Légendes Cartographie/Éditions Tallandier, 2026

© Éditions Tallandier, 2026
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-6282-5

Introduction

Étendu sur 330 967 kilomètres carrés et doté d'un littoral de près de 3 260 kilomètres, le Viêt Nam, qui compte environ 105 millions d'habitants en 2026, est le seizième pays le plus peuplé au monde. Environ 85 % de la population appartient à l'ethnie majoritaire Kinh (Viet), tandis que les cinquante-quatre groupes minoritaires officiellement reconnus, concentrés dans les zones montagneuses du Nord, du Nord-Ouest et du Centre, représentent le reste de la population. Depuis l'adoption de la politique du *Doi Moi* (« renouveau ») en 1986, le pays a connu une transformation économique profonde, tout en évitant soigneusement tout *aggiornamento* politique. La République socialiste du Viêt Nam (RSVN) demeure un État à parti unique, dirigé par le Parti communiste vietnamien (PCV). L'avenir politique du Viêt Nam dépend étroitement de la capacité de ses élites à préserver la stabilité sociale et à maintenir une trajectoire de croissance soutenue. En 1993, le taux de pauvreté au Viêt Nam dépassait 58 %, mais il est aujourd'hui tombé sous la barre des 2 %. Le pays se distingue au sein de l'Asie du Sud-Est par une croissance annuelle soutenue de 6 à 7 %. Cette performance s'explique par le dynamisme du marché intérieur, l'expansion des échanges extérieurs et la flexibilité de la

politique étrangère vietnamienne, qui cherche en permanence à maintenir un équilibre stratégique vis-à-vis de la Chine.

Au fil des siècles, le Viêt Nam s'est construit sur une succession de conflits, qu'ils soient dirigés contre des puissances étrangères ou hérités de rivalités dynastiques internes. Cette trajectoire a produit des récits fondateurs multiples, traduisant la difficulté persistante du pays à penser l'unité nationale. Les enjeux contemporains auxquels le pays est confronté s'inscrivent ainsi dans une continuité historique marquée par des tensions récurrentes entre centralisation politique, préservation identitaire et influences extérieures. Au XIX^e siècle, la désignation française d'« Indochine » soulignait déjà l'ambiguïté géopolitique d'un espace situé entre la péninsule sud-est asiatique, le sud de la Chine et l'est du sous-continent indien. Carrefour entre grandes sphères culturelles asiatiques (confucéenne, hindoue et austronésienne) et occidentales (française puis américaine), le Viêt Nam a développé une conscience identitaire profondément marquée par l'altérité. La guerre froide, au XX^e siècle, a accentué ces dynamiques en faisant du pays un terrain d'affrontement entre blocs antagonistes. Toutefois, si ces continuités historiques demeurent éclairantes, elles ne sauraient suffire à expliquer la position régionale acquise par le Viêt Nam au début du XXI^e siècle.

Viêt Nam : horizon 2045

La trajectoire vietnamienne ne s'inscrit pas dans une logique de grandeur impériale ou d'expansion territoriale. Les dirigeants vietnamiens restent marqués par l'effondrement de l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev, perçu comme l'illustration des risques que l'ouverture économique peut faire peser sur un régime communiste. Le développement rapide du pays et son insertion internationale croissante ne doivent pas, selon eux,

menacer le rôle dirigeant du parti unique. À l'image du modèle chinois, le Viêt Nam s'oriente vers une forme de postcommunisme pragmatique, combinant autoritarisme politique et libéralisme économique. Pour assurer la pérennité du régime, Hanoï cherche à contrebalancer sa dépendance grandissante à l'égard de Pékin par un engagement actif dans le multilatéralisme diplomatique et sécuritaire. L'histoire des relations entre la Chine et le Viêt Nam – marquée autant par la proximité culturelle que par la conflictualité – continue de nourrir une « obsession chinoise » dans le discours politique vietnamien. Reste à savoir si le pays parviendra réellement à s'extraire un jour de l'influence de son puissant voisin. Les dirigeants et la population sont conscients du poids économique croissant de la Chine et de l'érosion progressive des garanties offertes par l'ancienne *pax americana* en Asie. Un pacte implicite structure aujourd'hui la relation entre l'État-parti et la société : l'enrichissement individuel est encouragé à condition que la population se tienne à l'écart du champ politique. Plus récemment, le régime formule un second volet à ce contrat social : l'État-parti garantit la sécurité, au prix d'un contrôle renforcé sur la société.

Dans ce contexte, la grande réforme de l'État engagée en 2025 par Tô Lâm – secrétaire général du PCV depuis 2024 – vise à consolider la centralité du parti et son emprise sur l'appareil d'État. S'appuyant sur les forces de sécurité, police et armée, Tô Lâm présente cette réforme comme une adaptation nécessaire aux objectifs de développement, davantage motivée par des considérations économiques qu'idéologiques. L'ambition affichée est de hisser le Viêt Nam au rang de pays développé à revenu élevé d'ici 2045. Tô Lâm affirme l'« inéluctabilité du développement sous la direction du parti », formulation qui condense l'essence du projet politique vietnamien contemporain. L'État-parti, parfois perçu par la population comme un

pouvoir lointain, tolère une certaine souplesse dans l'application des normes. Par l'évitement, l'ajustement pragmatique et l'usage de compromis, les Vietnamiens se ménagent des marges d'autonomie croissantes. Cette culture de la conciliation – souvent qualifiée de « petit arrangement » – atténue les tensions inhérentes au système institutionnel et favorise un fonctionnement social reposant davantage sur la négociation que sur la contrainte. Ce mode de régulation contribue sans doute à expliquer pourquoi, selon les enquêtes d'opinion les plus récentes, une majorité de jeunes exprime une confiance notable dans les politiques économiques du gouvernement. S'enrichir est un but en soi et constitue un objectif largement partagé, tandis que seuls 44,3 % des jeunes estiment que la démocratie constituerait un meilleur système de gouvernance, soit le taux le plus faible d'Asie du Sud-Est. Dans ces conditions, le modèle autoritaire défendu par Tô Lâm et son équipe semble disposer d'une légitimité durable.

La France et le Viêt Nam

Pendant que le Viêt Nam connaît des mutations profondes, sa perception en France demeure largement figée. Si ce pays continue d'interroger notre regard sur le monde, et sur l'Asie en particulier, l'image que nous en conservons dans notre mémoire collective est en décalage saisissant avec sa réalité contemporaine. Le Viêt Nam apparaît encore comme une ancienne colonie française, un vestige de l'empire, dont l'histoire aurait bifurqué de la nôtre le 7 mai 1954, dans la cuvette de Diên Biên Phu. Nos responsables politiques peinent à actualiser cet imaginaire – ou manquent de volonté pour le faire. Contrairement à la Chine, au Japon ou à la Corée du Sud, dont on reconnaît la modernité et la puissance, Hanoï ou Hô Chi Minh-Ville demeurent rarement associées, en France,

à la dynamique asiatique du XXI^e siècle. Combien sont ceux qui, lorsqu'on évoque le Viêt Nam, répondent spontanément : « Ah oui, j'aime beaucoup *L'Amant* de Marguerite Duras et *Indochine* avec Catherine Deneuve ! » ou encore : « Ils parlent toujours français là-bas ? » Ces remarques feraient sourire si elles n'étaient pas répétées inlassablement depuis trois ou quatre décennies, alors que tout, ou presque, a changé dans ce pays. En 1993, la visite du président Mitterrand – la première d'un chef d'État occidental depuis le départ des Américains en 1975 – avait ravivé l'idée d'une relance des relations bilatérales fondée sur une « histoire commune ». Le Viêt Nam semblait alors pouvoir redevenir un point d'appui naturel pour la France en Asie, à la fois sur le plan politique et économique. Les attentes étaient immenses : l'ancienne colonie devenait un espace où projeter nos ambitions et nos utopies. Mais l'euphorie a fait long feu. Aujourd'hui, la France n'est plus qu'un partenaire secondaire pour le Viêt Nam. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2025, le déficit commercial français vis-à-vis du Viêt Nam atteint 6,8 milliards d'euros (en augmentation de plus de 20 % depuis l'année précédente). La France n'est plus que le 16^e client de Hanoï (1,4 % de ses exportations) et son 24^e fournisseur (0,6 % des importations vietnamiennes). Entre-temps, le Viêt Nam s'est ré-asiatisé : il a recentré ses priorités sur sa région et sur les acteurs majeurs de la dynamique asiatique (Chine, Corée du Sud, Singapour, Japon, Taïwan). L'arrière-cour sud-est asiatique, forte de 680 millions d'habitants, constitue aujourd'hui le cinquième bloc économique mondial, derrière l'Union européenne, les États-Unis, la Chine et le Japon. Dans ce paysage, la place de la France s'est mécaniquement rétrécie.

Historien du Viêt Nam contemporain, je travaille sur ce pays, où j'ai vécu et appris la langue, depuis les années 1990. Les transformations que j'y ai observées sont d'une ampleur

INTRODUCTION

impressionnante : le Viêt Nam ne s'est pas seulement développé économiquement, il s'est aussi progressivement émancipé de son histoire guerrière pour inventer une nouvelle place au XXI^e siècle. Ce qui était vrai hier – pour les Français comme pour les Vietnamiens – ne l'est plus aujourd'hui. C'est tout le sens de cet ouvrage, construit autour de cent questions portant sur l'histoire, la religion, la culture, la politique intérieure, les enjeux sécuritaires, les identités sociales, les relations internationales et l'économie vietnamienne. Il propose des réponses accessibles, des clés de lecture pour mieux comprendre un pays que la France connaît de moins en moins. L'objectif est d'éclairer son fonctionnement actuel et de s'extraire d'une grille d'analyse trop souvent conditionnée par les images figées d'un « passé partagé », que l'Hexagone continue – à tort – de chérir. Certes, ce pays pèse encore modestement sur la scène internationale, et son passé guerrier occupe davantage la mémoire collective que les succès de sa modernité. Mais la place qu'il a gagnée en Asie ces dernières années en fait désormais un acteur régional de premier plan. Comprendre le Viêt Nam, ses élites politiques et économiques, la place de son appareil sécuritaire et le dynamisme de son économie, constitue un enjeu essentiel si la France souhaite repenser les contours de sa diplomatie d'influence en Asie, sur des terrains désormais très éloignés de tout exotisme.

HISTOIRE

1

Le Viêt Nam fait-il partie du monde chinois ?

L'histoire de ce que l'on appellera, des siècles plus tard, le Viêt Nam – le « pays des Viêt du Sud » – est profondément liée à la formation de l'Empire chinois à partir du III^e siècle avant notre ère. À cette époque, des groupes se désignant comme *Viêt* sont repoussés vers un espace s'étendant du sud de l'actuel Guangxi, au sud de la Chine, jusqu'à la vallée du fleuve Rouge. Au fur et à mesure que s'affirme politiquement l'empire Qin (221-206 av. J.-C.), ces populations se mêlent aux peuples autochtones. Le terme *Viêt* (dérivé du *Yuè* chinois qui signifie littéralement « franchir, dépasser ») désigne alors un ensemble composite de communautés vivant au sud de l'empire du Milieu. Le premier royaume vietnamien, Âu Lạc, est fondé en 258 av. J.-C. à Cô Loa, au sud de l'actuelle Hanoï, par un prince chinois réfugié. An Duong Vuong, souverain issu d'une lignée viêt, reprend ensuite ce petit royaume sans toutefois parvenir à le conserver durablement. En 208 av. J.-C., Zhao Tuo, chef de la commanderie de Canton – l'un des trois territoires de l'Empire chinois unifié –, s'empare de Âu Lạc. Devenu indépendant, ce chef de guerre donne à ses nouvelles terres le nom de Nam Viêt (*Nanyue* en chinois), le « pays des

Viêt du Sud ». Mais un siècle plus tard, le pouvoir central des Han (206 av. J.-C. – 220 apr. J.-C.) reprend le contrôle du royaume, séduit par l'importance stratégique et commerciale des plaines du fleuve Rouge, qui ouvrent une voie vers l'Inde. Le royaume de Nam Viêt disparaît alors au profit de la préfecture de Jiaozhi : Âu Lac devient une province chinoise, adoptant les institutions politiques, philosophiques et religieuses de l'occupant.

La domination chinoise sur le territoire vietnamien perdure pendant près de mille ans. L'empire du Nord diffuse ses coutumes, ses institutions, sa langue et son système de pensée auprès des élites locales. Certes, des révoltes ponctuelles éclatent contre le pouvoir étranger, mais la sinisation progresse parallèlement à la pacification du territoire. L'administration chinoise desserre progressivement son emprise, s'appuyant de plus en plus sur les populations autochtones pour relayer son autorité, notamment dans l'armée et l'administration. Les mariages interethniques se multiplient, tandis que les élites adoptent les modes de vie et de pensée des Chinois, au point qu'il devient difficile, au fil des siècles, de distinguer les uns des autres. Une élite sino-vietnamienne émerge. En cela, l'Empire chinois reproduit son mode de gouvernance habituel : favoriser l'ancrage sur les terres conquises par le métissage et l'association aux pouvoirs locaux. La guerre récurrente aux frontières sud de Jiaozhi contre le royaume hindouisé du Champa renforce encore cette solidarité sino-vietnamienne à la tête du territoire. À partir du IX^e siècle, le déclin de la dynastie Tang et la fragmentation de l'Empire chinois offrent cependant aux « peuples du fleuve Rouge » l'occasion de regagner progressivement leur autonomie. En 939, la victoire du général Ngô Quyền – futur souverain viêt – sur les troupes cantonaises à Bach Dang marque une étape décisive dans la relation entre le « pays des Viêt du Sud » et l'empire du Milieu. La dynastie

HISTOIRE

fondée en 1010, considérée comme la première véritablement indépendante, est vue rétrospectivement par les Vietnamiens comme le moment fondateur de leur souveraineté et comme la fin de la domination directe chinoise sur un territoire désormais reconnu comme le berceau de la civilisation vietnamienne.

2

Depuis quand parle-t-on de « Viêt Nam » ?

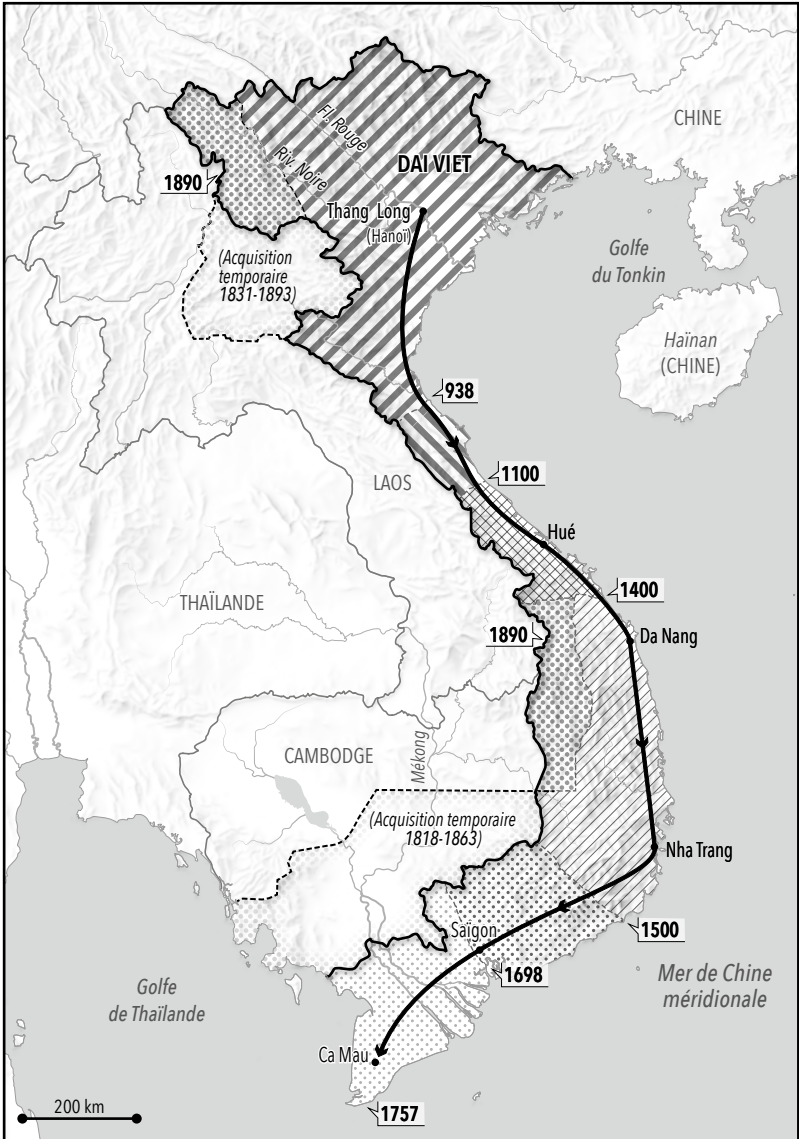
Avant de porter le nom de « Viêt Nam », le pays connu au moins douze appellations nationales différentes au fil des siècles. En 1946, les nationalistes affirmèrent que « le pays annamite ne s'est jamais appelé que Viêt Nam », une déclaration qui relève pourtant de la contre-vérité historique : à aucun moment avant 1802 cette appellation n'est utilisée par les divers royaumes qui se succèdent sur le territoire. Depuis 264 av. J.-C., la Chine emploie le terme *Annam* – « Sud pacifié » (de *An*, « la paix », et *Nam*, « le sud ») – pour désigner sa préfecture méridionale de Jiaozhi. Cette appellation, perçue comme humiliante par les Vietnamiens car marquée par la sujétion à Pékin, demeure en usage jusqu'au début du XIX^e siècle, tandis que les souverains locaux s'efforcent, au fil des dynasties, de renommer leurs États pour affirmer leur autonomie.

Après un premier royaume indépendant, *Dai Cô Viêt*, fondé en 968 dans la région du fleuve Rouge, le roi Ly Thanh Tong renomme le pays *Dai Viêt* (le « Grand Viêt ») en 1054. Cette appellation perdure jusqu'au début du XIX^e siècle, en dépit d'une brève période de domination chinoise sous les Ming (1400-1428), durant laquelle le pays est de nouveau rebaptisé *Jiaozhi*. En 1802, après deux siècles de guerre civile entre les seigneurs du Nord et du Sud, l'empereur unificateur Gia Long souhaite

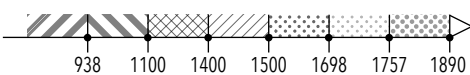
donner un nouveau nom à son royaume. Conformément à l'usage, il sollicite l'investiture de l'empereur de Chine et se présente comme souverain du « Nam Viêt ». Mais le pouvoir chinois, auquel ce terme rappelle un précédent insurrectionnel – la révolte de Ly Nam Dê, qui s'était proclamé roi du Nam Viêt entre 544 et 546 –, exige l'inversion des termes. C'est ainsi que la forme « Viêt Nam » est proposée. Cependant, de 1803 à 1813, la cour de Huê proscrit l'usage de « Viêt Nam » dans les documents officiels, le percevant comme un symbole de vassalité envers Pékin. À partir de 1813, elle revient à l'appellation *Dai Viêt*, puis en 1838 l'empereur Minh Mang renomme le pays *Dai Nam* (« Grand Sud »).

Au milieu du XIX^e siècle, avec le début de la colonisation française, les dénominations changent à nouveau. Les autorités coloniales adoptent des termes strictement géographiques : *Indochine* pour l'ensemble péninsulaire, et *Tonkin* (Nord), *Annam* (Centre) et *Cochinchine* (Sud) pour les subdivisions administratives locales. Le dilemme lié à l'usage de l'appellation « Viêt Nam », associée à l'héritage chinois, s'efface alors de manière temporaire. Il refait pourtant surface au début du XX^e siècle dans les milieux nationalistes, puis devient central chez les communistes dans les années 1930. À son retour au pays en 1941, Hô Chi Minh adopte « Viêt Nam » comme unique désignation officielle du mouvement révolutionnaire, affirmant ainsi l'identité nationale face aux anciennes tutelles coloniales. Ce choix marque une rupture symbolique avec les dénominations antérieures, toutes jugées compromises par la domination étrangère. Le terme « Viêt Nam » incarne désormais l'avènement d'une nouvelle ère politique : celle de la République démocratique du Viêt Nam.

L'expansion du Viêt Nam impérial



Chronologie de l'expansion de l'empire du Viêt Nam



□ Acquisition temporaire → Axe d'expansion

— Frontière contemporaine du Viêt Nam
 - - - Ancienne frontière du Viêt Nam

3

Quels sont les grands royaumes voisins du Viêt Nam au Moyen Âge ?

Situées à la périphérie de l'aire de la civilisation chinoise, les marges méridionales des royaumes viêt abritaient une grande diversité de peuples et d'entités politiques demeurés pour l'essentiel à l'écart de l'influence culturelle et administrative chinoise. Parmi ces populations, le peuple cham – d'origine austronésienne – se distingue par l'édification, du II^e au XVI^e siècle, de plusieurs royaumes durables et influents dans l'espace régional. Les relations commerciales maritimes entre l'Inde et le sud de l'Asie du Sud-Est sont alors particulièrement actives, entre le III^e siècle av. J.-C. et le VII^e siècle. Le premier royaume Cham, fondé en 192, réussit à s'imposer face à la dynastie chinoise des Han, encore présente sur ces territoires. Composé de principautés parfois concurrentes, le Champa s'étend sur plus de 1 000 kilomètres au centre de l'actuel Viêt Nam. Ces principautés s'unissent ponctuellement pour résister à des forces étrangères, comme celles du royaume d'Angkor entre le IX^e et le XI^e siècle. La civilisation indienne, présente à travers ses marchands et ses cultes hindou-bouddhistes, exerce une influence considérable sur le Champa.

Durant les premiers siècles de l'ère chrétienne, le royaume du Founan constitue le berceau de la civilisation khmère. Hindouisé, ce royaume est relié par ses routes maritimes à la péninsule malaise, aux côtes indiennes, à l'Insulinde, mais aussi à des États plus lointains, notamment dans le monde arabe et occidental. À son apogée, au v^e siècle, le Founan rayonne sur l'ensemble du delta du Mékong, ainsi que sur une large partie du Cambodge actuel et de la péninsule malaise. Il n'existe cependant aucune trace de relations entre le Founan et les régions septentrionales occupées par les Kinh – le groupe ethnique originaire du Nord Viêt Nam et du sud de la Chine, qui constitue aujourd'hui 86 % de la population – alors sous emprise chinoise. À la fin du vi^e siècle, le déclin du Founan favorise l'émergence du royaume apparenté du Chenla, marquant un repli continental des Khmers et l'affirmation d'une nouvelle puissance politique dans la péninsule. À partir du xi^e siècle, le royaume d'Angkor règne directement sur un territoire couvrant l'actuel Cambodge, une grande partie de la Thaïlande, le sud du Laos et l'ensemble du delta du Mékong.

Outre le Champa, le Founan et les royaumes khmers, la partie méridionale de l'actuel Viêt Nam est également habitée par des populations montagnardes d'origine austro-asiatique et austronésienne, telles que les Mnongs, Jarai, Bahnar, Ede, Koho ou Stieng. Bien qu'elles aient été en partie repoussées des basses terres et ne disposent ni d'écriture ni d'une structure proto-étatique comparable à celle des Cham et des Khmers, ces chefferies entretiennent des échanges commerciaux avec leurs voisins et sont particulièrement nombreuses dans le delta du Mékong. À partir du xii^e siècle, la montée en puissance des dynasties Kinh au nord, conjuguée à l'affirmation du royaume d'Angkor à l'ouest, amorce le déclin du Champa. Ce processus se poursuit jusqu'à l'annexion définitive de ses territoires par les Viêt en 1822.

Qui était Trần Hưng Đạo ?

Le général Trần Hưng Đạo (1228-1300), de son vrai nom Trần Quốc Tuấn, est l'une des figures les plus importantes de l'histoire vietnamienne médiévale. Il est surtout connu pour avoir été le principal stratège et commandant militaire de la dynastie Trần lors des guerres contre l'Empire mongol. Après sa mort, Trần Hưng Đạo est progressivement déifié et vénéré comme un génie protecteur de la nation. Il occupe aujourd'hui une place comparable à celle de Jeanne d'Arc en France ou de Sun Zi en Chine. Au XIII^e siècle, Trần Hưng Đạo combat à trois reprises les forces sino-mongoles qui tentent de s'emparer du Dai Viêt. La première invasion survient en 1258, lorsque la capitale Thang Long, l'actuelle Hanoï, est mise à sac par l'armée mongole. La seconde, en 1285, voit le pays attaqué simultanément par trois armées mongoles : la capitale est de nouveau évacuée et une partie importante du territoire occupée. Trần Hưng Đạo organise alors une puissante contre-offensive et, après deux victoires navales, rouvre l'accès à la capitale et libère le pays.

La troisième invasion, en 1288, marque l'apogée de ses stratégies militaires. Après avoir évacué la capitale, Trần Hưng Đạo parvient à encercler les armées ennemies, à leur couper les approvisionnements et à les harceler continuellement. Les

forces mongoles battent en retraite, par voie terrestre vers Lang Son, près de l'actuelle frontière chinoise, et par voie maritime sur le fleuve Bach Dang. Trần Hưng Đạo fait alors installer un barrage de pieux pointus dans le lit du fleuve et envoie une petite escadre pour attirer l'ennemi avant de battre en retrait. Lorsque le général mongol Omar se lance à leur poursuite, la marée baissante fait s'échouer les jonques sur les pieux, entraînant la destruction de la flotte ennemie et la troisième défaite mongole. La bataille de Bach Dang occupe depuis une place majeure dans l'iconographie patriotique vietnamienne. Les manuels de stratégie militaire relatent en détail ces premières techniques de guérilla, qui valent à Trần Hưng Đạo le titre de père de la pensée militaire vietnamienne.

La notoriété de Trần Hưng Đạo dans le panthéon national résulte d'un long processus de construction historique et mythique. L'historiographie officielle, des différentes dynasties régnantes depuis le XIII^e siècle jusqu'à nos jours, a forgé et perpétué son mythe, tandis que l'histoire orale populaire a contribué à son enracinement dans la culture nationale, consolidant un récit identitaire unique. Trần Hưng Đạo est également vénéré comme un exorciste capable de chasser les mauvais esprits, notamment ceux affectant la fertilité féminine car dans la cosmologie viêt, les morts violentes ou injustes sont sources de maladies, de stérilité et de désordres sociaux. Les troubles de la fertilité sont dès lors attribués à des attaques d'esprits, en particulier d'âmes féminines mortes sans descendance. Le principal temple dédié au général Trần Hưng Đạo se trouve à Kiệp Bac, dans le nord du Viêt Nam, et il possède un autel dans la plupart des temples Dao Mâu¹, où il est traditionnellement placé à gauche des divinités de l'autel principal. Garant de

1. La « Dao Mâu », qui renvoie au culte des déesses mères, est un élément central de la religion traditionnelle vietnamienne.

HISTOIRE

l'intégrité territoriale, de l'unité sociale et de l'identité culturelle du pays face aux velléités d'assimilation chinoises, Tràn Hung Dao bénéficie d'une popularité sans égale et d'un culte d'État, il est considéré comme le « Père » en symétrie avec la « Déesse Mère » : le culte du Père s'impose naturellement lorsque celui de la Mère est pratiqué, illustrant la complémentarité entre les deux figures protectrices du pays.

Quelles sont les grandes étapes de construction de l'État au Viêt Nam ?

Depuis la fin de la domination chinoise au XI^e siècle, l'histoire vietnamienne se caractérise par une longue expansion territoriale. Les phases majeures de consolidation de l'État sont généralement désignées par l'expression de « marche vers le Sud » (Nam Tiên), couvrant la période allant du XI^e siècle jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Cette expansion méridionale répond d'abord à une logique défensive, visant à contrer les incursions cham, mais elle est également une conséquence de la pression démographique croissante sur les terres du delta du fleuve Rouge dès le XII^e siècle. Au XI^e siècle, le territoire contrôlé par la première dynastie indépendante, celle de Ly Công An, s'étend jusqu'à la porte d'Annam, correspondant à l'actuelle province de Hà Tĩnh.

L'expansion des Viêt du Nord vers le Sud, sur une distance de quelque 1 600 kilomètres, se réalise progressivement sur près de sept siècles, jusqu'au début du XIX^e siècle. En 1079, le général Ly Thuong Kiêt s'empare de Vijaya, capitale du royaume du Champa (982-1471), et négocie le retrait de ses troupes au niveau des actuelles provinces de Quang Binh et Quang Tri, au centre du pays. Le Champa, fragilisé par les

attaques régulières du royaume khmer, voit son territoire grignoté progressivement par le Dai Viêt, au prix de combats et d'accords diplomatiques, comme celui conclu au début du xiv^e siècle par le mariage de la fille de l'empereur Tràn Anh Tông, qui ouvre la voie à de nouvelles acquisitions territoriales. Après une nouvelle occupation chinoise du Dai Viêt entre 1407 et 1420, la dynastie des Lê postérieurs, en se libérant de l'occupant, relance activement la « marche vers le Sud ». Le royaume du Champa tombe définitivement en 1471. La conquête de ces nouvelles terres entraîne un brassage des populations : les élites du Dai Viêt se mêlent aux Cham, aux Hoa, à des Viêt d'origine chinoise, aux Khmers Krom et à d'autres ethnies du centre du pays. Dès le début du xvii^e siècle, cette phase de pacification se double d'une fragmentation politique, avec l'émergence de deux fiefs séparés par le fleuve Gianh (au nord de l'actuelle province de Quang Binh). Le Dai Viêt entre alors dans une guerre civile de près de deux siècles (1620-1788), opposant le Nord, dirigé par la dynastie seigneuriale Trinh, au Sud, sous la tutelle des seigneurs Nguyễn. Ce contexte de luttes fratricides accélère l'occupation des territoires centraux par l'ethnie Viêt (Kinh), au détriment des autres peuples. Les forces Trinh mobilisent les populations récemment conquises pour combattre le Grand-Sud, en promettant aux militaires et colons des terres proportionnelles à leurs conquêtes, un mécanisme qui favorise l'expansion territoriale.

La colonisation viêt du Sud, incluant le delta du Mékong et les terres khmères de l'Ouest, est poursuivie par la dynastie des Nguyễn, qui recrute également ses soldats dans le centre du pays. À la fin du xviii^e siècle, l'ensemble du delta du Mékong est sous contrôle viêt, bien que cette expansion rencontre de nombreux soulèvements des chefferies autochtones et des Khmers Krom, repoussés progressivement vers l'ouest.

L'Indochine française

